



**P R É F E C T U R E
D E L A R É G I O N A L S A C E**

SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES ET EUROPÉENNES
DIRECTION RÉGIONALE
DES AFFAIRES CULTURELLES

15 provisoire

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
EN DATE DU **19 JAN. 1995**
N° SGARE **95/17**

RÉF.

AFFAIRE SUIVIE PAR

portant inscription sur l'inventaire supplémentaire
des monuments historiques en totalité
du cimetière juif d'ETTENDORF (Bas-Rhin)

Le préfet de la région Alsace

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région ;

VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

VU le décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des commissaires de la République de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologiques ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique entendue en sa séance du 15 novembre 1994 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDÉRANT que le cimetière juif d'Ettenndorf présente un intérêt historique propre à en rendre souhaitable la préservation ;

Sur proposition du Directeur régional des affaires culturelles ;

ARRETE

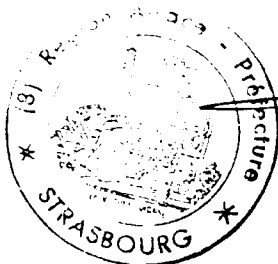
ARTICLE 1er. - Est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en totalité le cimetière juif d'ETTENDORF (Bas-Rhin),


- situé sur les parcelles n^{os} 83 et 335, d'une contenance respective de 128 a 19 ca et 240 a 75 ca figurant au cadastre, section 8 et appartenant au Consistoire Israélite du Bas-Rhin.

ARTICLE 2.- Le Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et dont une ampliation sera adressée :

- au Ministre de la culture et de la francophonie,
- au préfet du département du Bas-Rhin (direction des élections, des affaires juridiques et des finances locales), pour publication au livre foncier de la situation de l'immeuble inscrit,
- au maire de la commune,
- au propriétaire.

Fait à Strasbourg, le 19 JAN. 1995




Jean-Pierre DELPONT